

Le Québec compte 17 régions, autant de façons de conjuguer la croissance

Certaines régions sont-elles réellement en train de damer le pion aux autres? L'analyse des données économiques permet de constater que le dynamisme ne s'observe pas seulement là où la progression de la population est la plus rapide ou sous la poussée des investissements. À des degrés divers, chacune peut afficher des progrès depuis le début du présent siècle tant par rapport à elle-même que par rapport à ses voisines. La croissance au Québec n'est pas l'affaire que de deux ou trois d'entre elles et le recoupement des données retenues pour cette analyse permet de voir que si certaines éprouvent des difficultés par rapport à l'ensemble comme la Mauricie et Montréal, d'autres, comme l'Outaouais, s'en sortent mieux. Ce portrait comparatif couvre surtout la période de 2000 à 2012. Il n'est pas exhaustif et peut, à certains égards, ne pas refléter entièrement les progrès accomplis dans certaines régions ces dernières années.

UN MOT SUR LES DONNÉES ÉCONOMIQUES

Il n'est pas toujours facile d'obtenir des données régionales qui comparent les régions entre elles. Le PIB est souvent l'indicateur de référence. Toutefois, la présente analyse veut mettre en relief d'autres statistiques que celle-là qui sera présentée à la toute fin du document. C'est un coup d'œil différent qui est proposé et qui permet d'apprécier la performance des régions sous d'autres angles.

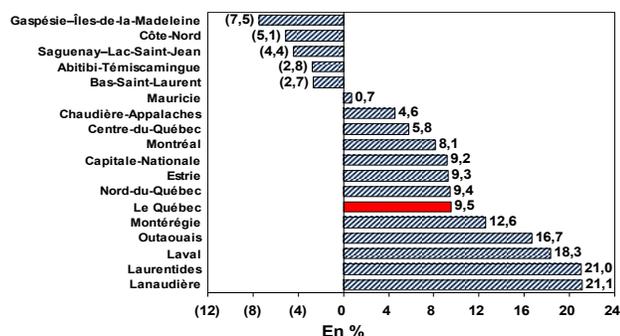
LA DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE

L'analyse de l'évolution démographique est cruciale : elle est un des moteurs de la croissance. En effet, la présence d'un bassin de population en augmentation présage un potentiel plus grand de travailleurs. C'est un facteur d'attraction pour les entreprises. S'il y a une donnée qui réserve

peu de mystère, c'est bien la démographie parce qu'elle fait l'objet d'une bonne couverture médiatique. Toutefois, certains éléments méritent d'être mis en évidence. L'analyse a porté sur deux périodes : de 2000 à 2012 et de 2008 à 2012 (les cinq dernières années). Dans les deux cas, ce sont les quatre mêmes régions qui se retrouvent en tête (graphiques 1 et 2). Pour la période de 2000 à 2012, Lanaudière affiche une croissance de 21,1 %, ex aequo avec les Laurentides (21,0 %), suivies de Laval (18,3 %) et de l'Outaouais (16,7 %) (tableau 1 à la page 2). De 2008 à 2012, ce sont les mêmes qui occupent la première place, mais dans un ordre quelque peu différent.

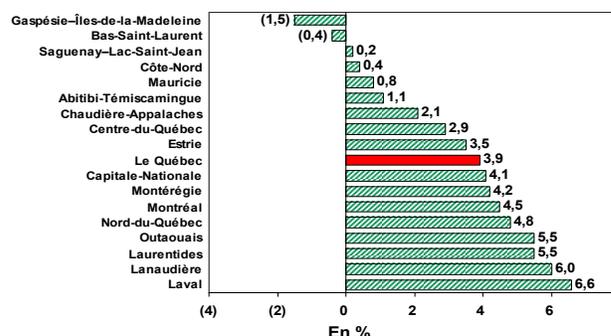
En contrepartie, cinq régions affichent une diminution de leur population pour la période de 2000 à 2012. La

Graphique 1 Croissance de la population : de 2000 à 2012



Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Graphique 2 Croissance de la population : de 2008 à 2012



Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

François Dupuis
Vice-président et économiste en chef

Yves St-Maurice
Directeur principal et économiste en chef adjoint

418-835-2450 ou 1 866 835-8444, poste 2450
Courriel : desjardins.economie@desjardins.com

Joëlle Noreau
Économiste principale

Tableau 1 – Croissance de la population : de 2000 à 2012 et de 2008 à 2012

	Nbre de personnes En 2012	Variation en %	
		2000 à 2012	2008 à 2012
Le Québec	8 054 756	9,5	3,9
Bas-Saint-Laurent	199 834	(2,7)	(0,4)
Saguenay–Lac-Saint-Jean	273 009	(4,4)	0,2
Capitale-Nationale	707 984	9,2	4,1
Mauricie	263 269	0,7	0,8
Estrie	315 487	9,3	3,5
Montréal	1 981 672	8,1	4,5
Outaouais	372 329	16,7	5,5
Abitibi-Témiscamingue	146 753	(2,8)	1,1
Côte-Nord	95 647	(5,1)	0,4
Nord-du-Québec	42 993	9,4	4,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	92 536	(7,5)	(1,5)
Chaudière-Appalaches	408 188	4,6	2,1
Laval	409 718	18,3	6,6
Lanaudière	476 941	21,1	6,0
Laurentides	563 139	21,0	5,5
Montérégie	1 470 252	12,6	4,2
Centre-du-Québec	235 005	5,8	2,9

Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine a subi la réduction la plus importante (7,5%). Alors que les projecteurs sont braqués sur la Côte-Nord en raison des travaux d'Hydro-Québec sur la rivière Romaine et que l'effervescence dans le Nord requiert des travailleurs en raison du développement minier, le territoire de la Côte-Nord a tout de même perdu 5,1 % de sa population depuis 2000. On a observé aussi des diminutions au Saguenay (-4,4 %), en Abitibi-Témiscamingue (-2,8 %) et au Bas-Saint-Laurent (-2,7).

Pour la période de 2008 à 2012, deux régions seulement ont connu une réduction de leur population : la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (-1,5 %) et le Bas-Saint-Laurent (-0,4 %). Dans les régions touchées par le boum minier, on a observé une croissance de 4,8 % dans le Nord-du-Québec (+1 973 personnes), de 1,1 % en Abitibi-Témiscamingue (+1 664 personnes) et de 0,4 % sur la Côte-Nord (+387 personnes). En parallèle, les croissances enregistrées à Laval (6,6 %), dans Lanaudière (6,0 %), les Laurentides et l'Outaouais (5,5 % dans chacune d'elles) ont permis d'augmenter le nombre d'habitants respectivement de 25 271, 26 901, 29 221 et de 19 305, soit un total de plus de 100 000 personnes en cinq ans.

On pourrait épiloguer longtemps sur l'évolution de la population, toutefois on peut noter que pour la période de 2000 à 2012, on comptait cinq régions dont l'augmentation était au-dessus de la moyenne québécoise, alors que ce nombre était de huit de 2008 à 2012. On observe plus récemment que la croissance se répartit un peu partout sur le territoire, mais à des degrés divers passant de 0,2 % à 6,6 %.

La question démographique est reliée de près à celle de l'emploi. Le bassin de population a une influence sur le nombre de travailleurs potentiels et, ultimement, sur la présence des entreprises qui chercheront une main-d'œuvre disponible. Toutefois, l'augmentation de l'emploi est-elle réservée uniquement aux régions qui détiennent le haut du palmarès de la croissance démographique? La réponse n'est pas nécessairement oui à tous les coups.

L'EMPLOI : DES CONSTATS PARFOIS SURPRENANTS

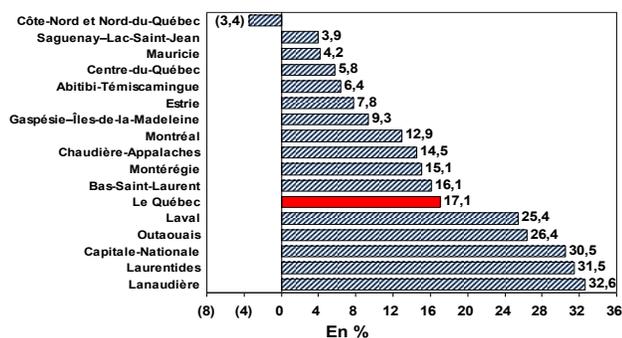
L'analyse des données sur l'emploi peut faire mentir l'adage populaire qui veut que ce soit « toujours les mêmes qui ont tout ». Il est vrai que les régions qui ont connu une forte croissance démographique ont été gratifiées d'une hausse appréciable du nombre de leurs travailleurs. Ainsi, au chapitre de l'emploi, Lanaudière (+32,6 %), les Laurentides (+31,5 %), l'Outaouais (+26,4 %) et Laval (25,4 %), qui étaient au-dessus de la moyenne québécoise quant à la croissance de la population de 2000 à 2012, sont parmi celles dont la hausse du nombre de travailleurs (en %) a aussi été parmi les plus élevées au Québec (tableau 2 et graphiques 3 et 4 à la page 3). Toutefois, la Capitale-Nationale est au troisième rang pour l'augmentation de l'emploi la plus rapide depuis 2000 (+30,5 %) et, pourtant, elle se classait au huitième rang au palmarès démographique, en deçà de la moyenne québécoise. La croissance de la population n'est pas le seul point d'appui.

Tableau 2 – Croissance de l'emploi : de 2000 à 2012 et de 2008 à 2012

	Nombre d'emplois ('000) En 2012	Variation en %	
		2000 à 2012	2008 à 2012
Le Québec	3 984,4	17,1	2,7
Bas-Saint-Laurent	93,9	16,1	(0,1)
Saguenay–Lac-Saint-Jean	126,0	3,9	1,5
Capitale-Nationale	382,1	30,5	6,7
Mauricie	112,9	4,2	(3,3)
Estrie	146,3	7,8	(1,9)
Montréal	941,9	12,9	(0,9)
Outaouais	196,5	26,4	0,2
Abitibi-Témiscamingue	69,9	6,4	1,9
Côte-Nord et Nord-du-Québec	51,2	(3,4)	2,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	36,5	9,3	2,2
Chaudière-Appalaches	213,6	14,5	3,3
Laval	213,2	25,4	4,5
Lanaudière	240,5	32,6	7,6
Laurentides	299,7	31,5	11,0
Montérégie	754,6	15,1	5,0
Centre-du-Québec	105,5	5,8	(8,3)

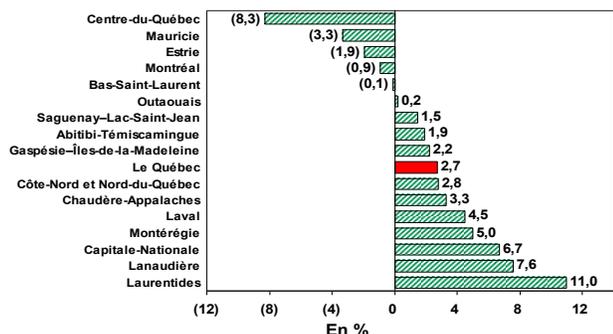
Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Graphique 3 Croissance de l'emploi : de 2000 à 2012



Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Graphique 4 Croissance de l'emploi : de 2008 à 2012



Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Par ailleurs, dans les régions qui ont reçu une très grande attention médiatique en raison de la flambée des matières premières des années 2000, on constate qu'on ne peut comparer la situation à celle qui a prévalu dans l'Ouest canadien. Ainsi, l'emploi sur la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (ces deux entités sont jumelées pour les données sur le marché du travail) a diminué de 3,4 % de 2000 à 2012 et en Abitibi-Témiscamingue, la croissance a été de 6,4 % durant la même période. Parallèlement, la moyenne québécoise s'est établie à 17,1 %. Ces résultats inférieurs à la moyenne provinciale sont attribuables à différents facteurs. Toutefois, l'activité forestière est un dénominateur commun à ces régions. Ce secteur a été très touché par l'effondrement du marché de l'habitation américain, par le déclin de la demande de papier sur le continent nord-américain en plus de voir les possibilités de coupes réduites. En parallèle, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, qui sont souvent associées aux matières premières, ont également eu une croissance de l'emploi inférieure à la moyenne québécoise (3,9 % et 9,3 %).

Fait à noter, les données de l'emploi sont liées au lieu de résidence, ce qui a pu gonfler les statistiques dans les régions qui ont connu une forte croissance démographique.

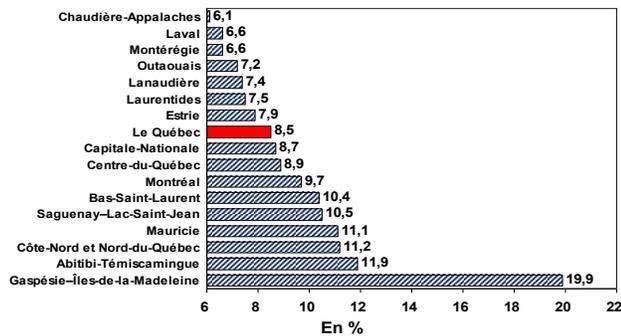
Pour la période de 2008 à 2012, on compte six régions qui n'ont pas retrouvé, ou à peine recouvré, le nombre d'emplois qui prévalait en 2008. Le Centre-du-Québec (-8,3 %), la Mauricie (-3,3 %), l'Estrie (-1,9 %), Montréal (-0,9 %), le Bas-Saint-Laurent (-0,1 %) et l'Outaouais(+0,2 %) sont celles qui ont le plus écopé. Le secteur manufacturier a été lourdement touché. Du côté des régions associées de plus près aux ressources, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a connu une progression de l'emploi un peu plus rapide (2,2 %) que celles de l'Abitibi-Témiscamingue (1,9 %) et du Saguenay-Lac-Saint-Jean (1,5 %) ainsi que de celles qui ont subi des reculs de l'emploi. Les cours des matières de base ayant diminué, l'activité d'extraction a subi des ralentissements. Les croissances les plus fortes de l'emploi ont été observées dans les Laurentides (11,0 %), Lanaudière (7,6 %), la Capitale-Nationale (6,7 %), la Montérégie (5,0 %) et Laval (4,5 %) qui comptent une part moins importante d'activités manufacturières et d'extraction de ressources naturelles que celles mentionnées précédemment.

En résumé, l'augmentation de la population peut jouer un rôle dans la hausse du nombre de travailleurs, mais elle n'est pas le seul moteur de l'activité économique. Si l'emploi peut générer de la croissance, l'accroissement de la productivité est aussi un levier puissant pour propulser chacune des régions. Une organisation du travail différente, l'acquisition d'équipement plus performant et des changements dans les processus de production sont autant de moyens qui peuvent mener à une plus grande prospérité.

LE TAUX DE CHÔMAGE : UN JEU DE CHAISES MUSICALES

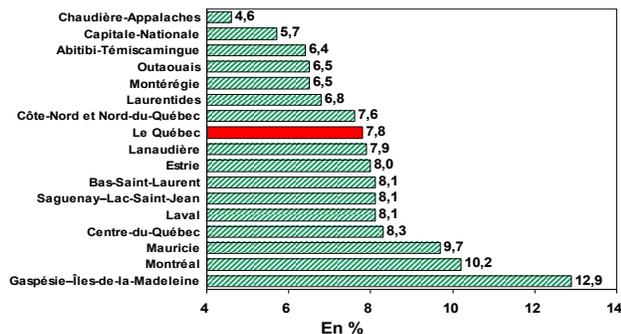
Le taux de chômage est en quelque sorte un baromètre de l'activité économique. Sans être la seule référence pour donner le pouls de la santé d'un pays ou d'une région, il permet de suivre le dynamisme du marché du travail. Depuis 2000, le taux de chômage moyen au Québec a diminué, passant de 8,5 % en moyenne à 7,8 % en 2012, avec un creux à 7,2 % en 2007 et en 2008. Certaines régions, qui ne sont pas en tête du palmarès pour la création d'emplois, se trouvent parmi celles dont les taux de chômage sont les plus bas (graphiques 5 et 6 à la page 4). C'est le cas notamment de Chaudière-Appalaches (4,6 % en 2012) qui fait bien des jaloux en cette matière. La Capitale-Nationale suit plus loin (5,7 %) avec un taux fort enviable cette même année. L'Abitibi-Témiscamingue est en troisième place (6,4 %), suivie de l'Outaouais (6,5 %), de la Montérégie (ex aequo) et des Laurentides (6,8 %).

Graphique 5 Taux de chômage en 2000



Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Graphique 6 Taux de chômage en 2012



Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Fait à noter, certaines régions ont connu une diminution importante de leur taux de chômage de 2000 à 2012 et leur position dans le classement total s'est considérablement appréciée. Ainsi, l'Abitibi-Témiscamingue qui était en 15^e position avec un taux de chômage à 11,9 % en 2000, parmi les plus élevés, se trouvait en 3^e place, à 6,4 %, en 2012. La Capitale-Nationale est passée du 8^e au 2^e rang durant la même période. Le grand territoire de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec a progressé du 14^e au 7^e rang (11,2 % à 7,6 %) entre 2000 et 2012. L'Outaouais, de son côté, est toujours demeurée dans les quatre régions ayant le taux de chômage le plus bas, que ce soit en 2000, en 2008 ou en 2012.

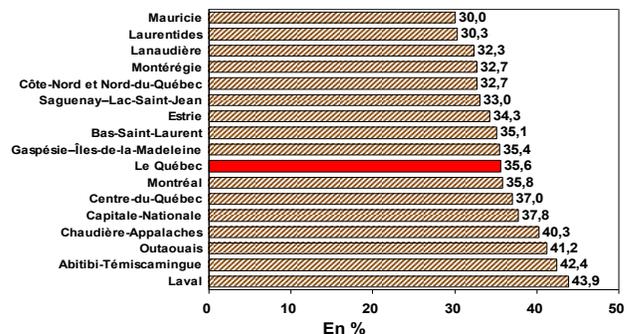
On a observé que le taux de chômage québécois de 2012 n'était pas retourné sous le niveau qui prévalait avant la récession. Toutefois, certaines régions ont réussi à abaisser leur taux, en 2012, en deçà de la moyenne de 2008. Or, ce ne sont pas uniquement celles qui ont bénéficié d'une forte croissance démographique qui ont réussi ce tour de force : il s'agit de Chaudière-Appalaches, de la Montérégie, des Laurentides, de l'Abitibi-Témiscamingue, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, du Bas-Saint-Laurent et de la Côte-Nord et le Nord-du-Québec.

LE SALAIRE HEBDOMADAIRE MOYEN : IL N'Y A PAS QUE L'EFFET « MATIÈRES PREMIÈRES »

En 2012, le salaire hebdomadaire moyen variait de 678,46 \$ (Centre-du-Québec) à 889,47 \$ (Outaouais), avec une moyenne de 786,59 \$ pour le Québec. On comptait six régions qui dépassaient cette moyenne : l'Outaouais, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec, Laval, la Montérégie et la Capitale-Nationale.

L'augmentation des salaires entre 2000 et 2012 s'est chiffrée entre 30,0 % et 43,9 % selon la région. Bien que l'effervescence des prix des matières premières ait créé des emplois et mis de la pression sur les salaires dans certaines localités, ce ne sont pas nécessairement les régions ressources qui ont raflé toutes les premières places (graphique 7). En effet, la première position est occupée par Laval (43,9 %) qui a fortement fait valoir son rôle de technopole au cours de la dernière décennie pour attirer des entreprises de haute technologie à s'installer sur son territoire. L'Abitibi-Témiscamingue vient au deuxième rang (boum minier, notamment), suivie par l'Outaouais (fonction publique, haute technologie), Chaudière-Appalaches (manufacturier, notamment) et la Capitale-Nationale (fonction publique, haute technologie).

Graphique 7 Évolution du salaire hebdomadaire moyen de 2000 à 2012



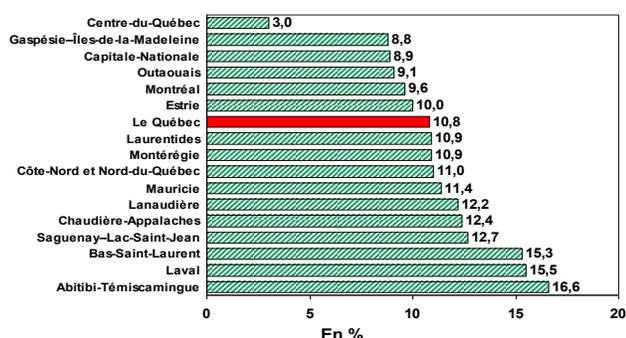
Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Les dernières positions sont occupées par la Mauricie (30 %) (secteur forestier en déroute, mais d'autres secteurs commencent à prendre le relais), les Laurentides (30,3 %) (idem), Lanaudière (32,3 %), la Montérégie (32,7 %) et la Côte-Nord et le Nord-du-Québec prises ensemble (32,7 %). On aurait pu s'attendre à ce que cette région soit en tête, mais tous les projets miniers annoncés n'ont pas débuté, bien que des mines soient en opération (Raglan, Casa Berardi, etc.). Par ailleurs, les données proviennent de l'Enquête sur la population active selon laquelle les travailleurs sont identifiés selon le lieu de résidence principale et non le lieu de travail. Un certain nombre de projets sont au stade exploratoire et ne sont pas nécessairement menés par des firmes

et des employés de la Côte-Nord et le Nord-du-Québec. La main-d'œuvre liée à cette activité peut être répartie un peu partout sur le territoire québécois.

Durant la période plus récente de 2008 à 2012, le palmarès change quelque peu (graphique 8). L'Abitibi-Témiscamingue, où l'activité d'exploitation minière bat son plein, prend la première place, suivie de Laval. Viennent ensuite le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et Chaudière-Appalaches qui, on le verra plus loin, ont accru leur concentration d'emploi dans le secteur manufacturier par rapport à la moyenne québécoise.

Graphique 8 Évolution du salaire hebdomadaire moyen de 2008 à 2012



Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Cette brève revue de l'évolution du salaire hebdomadaire moyen permet de corriger la perception selon laquelle il y a eu une explosion des salaires dans certaines régions par rapport à d'autres. La croissance observée de 2000 à 2012 présente des disparités, certes, mais pas de variations qui passent du simple au double entre les régions. Par ailleurs, les régions ressources ne sont pas les seules bénéficiaires de l'augmentation du salaire hebdomadaire moyen comme en font foi les données et les graphiques.

LES INVESTISSEMENTS : UN REFLET DE L'ACTIVITÉ

Les investissements sont un indicateur fréquemment utilisé pour illustrer la croissance des économies. Bien qu'utiles, ils ne sont pas les seuls indices à considérer. Comme ils incluent les dépenses en habitation, ils sont fortement liés à l'accroissement de la population dans une région. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant de constater que celles ayant connu une bonne croissance démographique sont favorisées. Le palmarès qui présente l'évolution de la valeur des investissements de 2000 à 2012 réserve quelques surprises (tableau 3). On imagine bien que le niveau le plus élevé des investissements en 2012 se trouve à Montréal (16,2 G\$), avec 22,9 % du total québécois, suivie par la Montérégie (11,3 G\$, soit 15,8 %), la Capitale-Nationale (6,8 G\$, soit 9,6 %) et la Côte-Nord (4,3 G\$, soit 6,1 %). À elles seules, elles comptent pour environ 54 % des investissements au Québec cette année.

Tableau 3 – Investissements privés et publics

	2012 M\$	2000 à 2012 Var. (%)	2008 à 2012 Var. (%)
Le Québec	71 048,0	94,7	18,2
Bas-Saint-Laurent	1 690,8	113,2	23,6
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2 350,0	62,6	23,9
Capitale-Nationale	6 802,7	142,8	9,6
Mauricie	1 785,7	47,2	(4,4)
Estrie	2 303,5	74,4	17,7
Montréal	16 245,4	28,6	36,6
Outaouais	3 028,3	182,4	8,0
Abitibi-Témiscamingue	2 069,9	128,8	52,8
Côte-Nord	4 316,7	177,6	220,6
Nord-du-Québec	2 624,9	575,8	(1,4)
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	787,8	260,6	9,1
Chaudière-Appalaches	3 505,8	134,1	28,2
Laval	3 021,4	154,4	(12,8)
Lanaudière	3 371,7	220,1	9,1
Laurentides	4 134,1	90,3	(8,1)
Montérégie	11 254,1	113,1	4,3
Centre-du-Québec	1 754,4	84,9	20,3

Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

La valeur des dépenses d'investissement au Québec est passée de 36,5 G\$ en 2000 à 71,1 G\$ en 2012, une hausse de 94,7 %. Où est la croissance? Elle s'observe dans toutes les régions du Québec sur cette vaste période. Toutefois, certaines ont connu une augmentation plus spectaculaire que d'autres. Celle qui retient le plus l'attention est le Nord-du-Québec dont la valeur des investissements a été multipliée plus de six fois. Cette progression lui a permis de passer de 1 % des dépenses totales au Québec en 2000 à 3,7 % en 2012. Au deuxième rang, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a triplé ses investissements qui ont atteint 1,1 % du total québécois. Lanaudière ainsi que l'Outaouais ont rapidement haussé les leurs, alors que leur part s'est chiffrée respectivement à 4,7 % et à 4,3 % au Québec.

Bien des raisons peuvent expliquer l'accroissement des investissements : il y a le Plan québécois des infrastructures qui est en vigueur depuis 2007, le boum résidentiel des années 2000 et, de façon plus locale, les investissements miniers et les projets d'Hydro-Québec (hydro-électricité et éolien). Bien évidemment, il faut aussi prendre en compte les dépenses dans le secteur institutionnel (hôpitaux, écoles, etc.) et les investissements dans le secteur commercial et l'immobilier non résidentiel (tours à bureaux, notamment).

Enfin, bien que la croissance puisse paraître spectaculaire dans certaines régions, elle demeure limitée en regard des investissements totaux au Québec.

UNE NOUVELLE RÉPARTITION DU SECTEUR MANUFACTURIER

La croissance se mesure aussi en fonction de la présence d'activités économiques qui ont un rôle structurant. C'est le cas notamment du secteur manufacturier. En raison de la volatilité des données régionales sur l'emploi manufacturier et de la petitesse de l'échantillon de l'Enquête sur la population active, le regard portera sur un horizon plus grand, soit à compter de 1987.

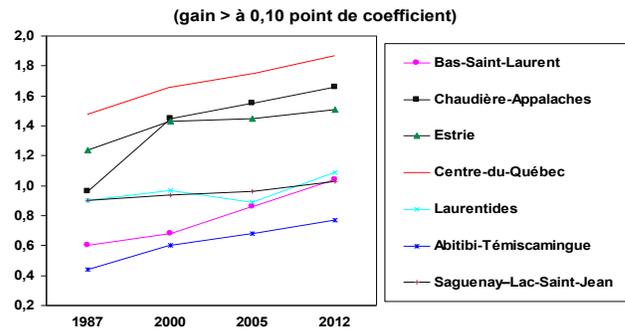
Les graphiques 9, 10 et 11 permettent d'illustrer l'évolution du coefficient de localisation manufacturier depuis 25 ans partout au Québec. Cet indicateur permet de connaître la concentration de l'activité manufacturière dans une région donnée par rapport à la moyenne québécoise. Ainsi, lorsque le coefficient est supérieur à « 1 », les emplois manufacturiers occupent une plus grande place dans l'ensemble des emplois régionaux que ce que l'on observe au Québec. Les graphiques regroupent les régions en trois catégories : celles qui ont fait les gains les plus appréciables ces dernières années, celles qui ont peu changé et celles qui ont perdu du terrain.

Les gagnants ne sont pas là où l'on pourrait s'attendre a priori. Celles qui ont fait les gains les plus appréciables sont Chaudière-Appalaches, le Bas-Saint-Laurent, l'Abitibi-Témiscamingue, le Centre-du-Québec et l'Estrie. Parmi celles qui ont le plus écopé, on retrouve Montréal, l'Outaouais et la Mauricie. Montréal a été touchée à tous les niveaux : textiles, habillement, raffineries, imprimeries, produits électroménagers, aliments, etc. Ce sont des secteurs dont la productivité était plutôt faible en regard de leurs concurrents. La compétition internationale, notamment dans les textiles, l'habillement et la production alimentaire a été féroce au cours de la dernière décennie. De leur côté, la Mauricie et l'Outaouais ont subi, entre autres, la dégringolade des produits forestiers tant dans les produits du bois que du papier. C'est la périphérie des grands pôles urbains qui a le plus gagné de la redéfinition du secteur manufacturier québécois.

LE PIB OU LA VUE PANORAMIQUE

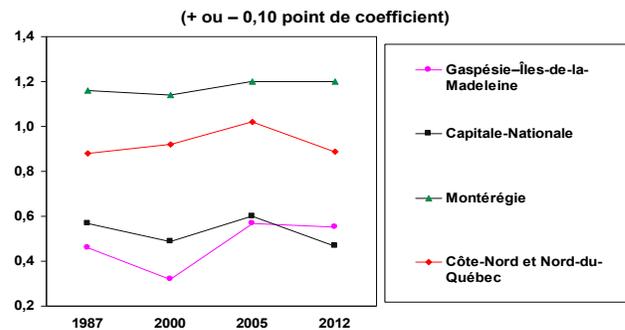
Le produit intérieur brut (PIB) donne le portrait d'ensemble d'une région : c'est un peu comme un résumé, sous la forme d'un chiffre. Comme il s'agit d'une mesure quasi universelle, c'est un incontournable de l'analyse économique. En raison de changements méthodologiques à l'Institut de la statistique du Québec, les données ne sont disponibles qu'à compter de 2007. Comme plusieurs comparaisons de la présente analyse ont été effectuées pour les années 2008 à 2012, ce barème sera retenu. En regard du PIB au prix de base, dans un premier temps, on constate que la Côte-Nord a fait les gains les plus importants (28,3 %), notamment

Graphique 9 Coefficient de localisation manufacturier : régions qui ont le plus gagné



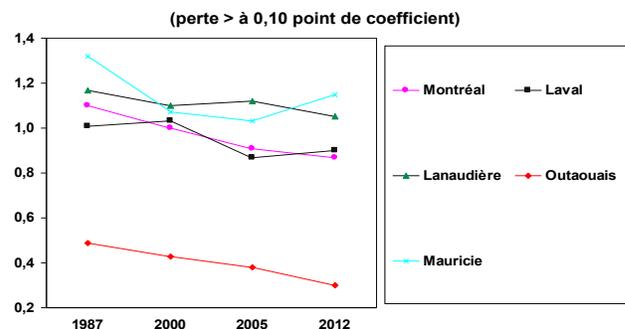
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 10 Coefficient de localisation manufacturier : régions qui ont peu changé



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 11 Coefficient de localisation manufacturier : régions qui ont le plus perdu du terrain



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

en raison de l'activité minière, des grands travaux sur la rivière Romaine et du redémarrage graduel du secteur forestier (tableau 4 à la page 7). Cette région est suivie par l'Abitibi-Témiscamingue (boum minier) et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (élan donné par l'éolien, extraction minière et redémarrage du secteur forestier). L'Outaouais et Montréal occupent respectivement les 4^e et 5^e rangs. Par contre, les régions de la Mauricie, du Nord-du-Québec, de

Tableau 4 – Croissance du PIB aux prix de base et par habitant de 2008 à 2012 (en %)

PIB	Prix de base	Par habitant
Le Québec	13,0	8,8
Bas-Saint-Laurent	10,7	11,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	13,2	13,0
Capitale-Nationale	13,2	8,7
Mauricie	5,5	4,7
Estrie	10,9	7,2
Montréal	13,9	9,0
Outaouais	17,3	11,2
Abitibi-Témiscamingue	26,5	25,1
Côte-Nord	28,3	27,8
Nord-du-Québec	7,8	2,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	22,5	24,3
Chaudière-Appalaches	9,9	7,6
Laval	10,5	3,7
Lanaudière	13,7	7,3
Laurentides	10,5	4,7
Montérégie	11,1	6,6
Centre-du-Québec	10,8	7,7

Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Chaudière-Appalaches, des Laurentides et de Laval ferment la marche avec des croissances s'échelonnant de 5,5 % à 10,7 %. Dans ce peloton de queue, on retrouve des régions ressources, d'autres plus manufacturières et certaines à forte croissance démographique. Bref, comme chacune présente de multiples facettes, il n'est pas approprié d'apporter un jugement sur la performance d'un territoire sur la base d'une étiquette (ressource, périphérique, industrielle, etc.).

Le portrait est quelque peu différent si le regard porte sur le PIB par habitant. Toutefois, les trois premières positions sont occupées respectivement par la Côte-Nord, l'Abitibi-Témiscamingue et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, tout comme le PIB au prix de base. Le classement change à compter de la quatrième place qui est occupée par le Saguenay-Lac-Saint-Jean, suivi de l'Outaouais et du Bas-Saint-Laurent. Ce découpage par habitant porte un regard moins flatteur pour les régions dont la croissance de la population a été rapide durant cette période. Ainsi, en comparant le PIB au prix de base et celui par habitant, Laval passe du 13^e au 16^e rang, la Montérégie du 9^e au 13^e et Lanaudière du 6^e au 11^e. De même, le Nord-du-Québec qu'on aurait pu croire le grand gagnant ces dernières années occupe le 17^e rang. La récession et le recul des prix ont limité les gains escomptés.

LA CROISSANCE S'OBSERVE PARTOUT

À la lumière des indicateurs retenus pour l'analyse, il est difficile de couronner un gagnant ou de dresser un podium pour les régions qui sont toujours en tête. En fait, elles sont tour à tour en haut ou en bas du palmarès. Si elles gagnent sur certains plans (ex. : démographie ou autres), elles perdent sur d'autres (ex. : coefficient de localisation manufacturier) (tableau 5). Il est vrai que la croissance démographique est un facteur de localisation important auprès des employeurs : les quatre régions qui se trouvent en tête du classement pour l'augmentation de leur population (Lanaudière, les Laurentides, Laval et l'Outaouais) se retrouvent parmi les cinq qui sont aussi au sommet pour la

Tableau 5 – Tableau synthèse : comment les régions tirent-elles leur épingle du jeu de 2000 à 2012?

	Croiss. PIB prix de base 2008 à 2012*	Croiss. PIB par habitant 2008-2012*	Croiss. de la population 2000 à 2012	Croiss. de l'emploi 2000 à 2012**	Croiss. investissem. 2000 à 2012	Salaire hebdo. moyen 2000 à 2012**	Coefficient*** local. Manuf. 1997 à 2011
Bas-Saint-Laurent	●	●	●	●	●	●	●
Saguenay–Lac-Saint-Jean	●	●	●	●	●	●	●
Capitale-Nationale	●	●	●	●	●	●	●
Mauricie	●	●	●	●	●	●	●
Estrie	●	●	●	●	●	●	●
Montréal	●	●	●	●	●	●	●
Outaouais	●	●	●	●	●	●	●
Abitibi-Témiscamingue	●	●	●	●	●	●	●
Côte-Nord	●	●	●	●	●	●	●
Nord-du-Québec	●	●	●	●	●	●	●
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	●	●	●	●	●	●	●
Chaudière-Appalaches	●	●	●	●	●	●	●
Laval	●	●	●	●	●	●	●
Lanaudière	●	●	●	●	●	●	●
Laurentides	●	●	●	●	●	●	●
Montérégie	●	●	●	●	●	●	●
Centre-du-Québec	●	●	●	●	●	●	●
Légende	Parmi les 6 premiers		7 ^e au 12 ^e rang		13 ^e rang et plus		

* Disponible seulement à compter de 2007

** Les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont considérées comme une seule région

*** Pour le coefficient de localisation : le vert comprend la section qui compte une croissance de plus de 0,1 point, le jaune entre 0,1 point et -0,1 point de croissance et le rouge : une perte de plus de 0,1 point

Source : Desjardins, Études économiques

hausse de l'emploi pour la période de 2000 à 2012. Il faut noter que ces régions sont limitrophes à deux centres névralgiques (Montréal et Ottawa) et qu'il y a un transit quotidien important des travailleurs entre leur résidence et leur lieu de travail. Toutefois, la population n'est pas le seul gage de succès. La Capitale-Nationale s'est classée au troisième rang pour l'augmentation de son nombre de travailleurs tout en étant en huitième position pour la population.

L'examen des données sur le revenu disponible des ménages présente d'autres gagnants, la Côte-Nord et l'Abitibi-Témiscamingue. La question qui s'impose est la suivante, combien de personnes sont touchées par des hausses remarquables? On ne peut nier qu'elles font une différence appréciable dans une région donnée, mais quel est l'effet sur l'ensemble du Québec? La même interrogation s'applique à la croissance des investissements.

En ce qui a trait à l'analyse d'un des piliers de la croissance, le secteur manufacturier, on constate que ce ne sont pas celles qui tiennent le haut du pavé sur les plans démographique et de l'emploi qui l'emportent. Ce sont davantage d'autres qui font rarement la une des médias (Chaudière-Appalaches et Centre-du-Québec). Deux phénomènes, notamment, peuvent concourir à cet état de fait. D'une part, la diminution d'activités manufacturières très concurrencées par la compétition étrangère dans les régions centrales; d'autre part, des gains de productivité dans les usines implantées partout au Québec qui permettent de produire davantage sans nécessairement créer de nouveaux emplois.

À la lumière de ces quelques indices, deux régions attirent particulièrement l'attention. Il y a d'abord la Mauricie, parce qu'elle compte essentiellement des positions dans le peloton de queue (13^e position et plus) et un seul dans le groupe du centre (6^e à 12^e rang). Ensuite, il y a l'Outaouais, qui compte presque uniquement des classements dans le groupe des meneurs (1^{re} à la 6^e position), à l'exception du coefficient de localisation manufacturier. Il faut rappeler qu'il s'agit d'une comparaison entre les régions selon quelques indicateurs seulement et non d'un exercice visant à classer ces dernières dans un palmarès qui ferait foi de tout.

Il ressort quelques constats de cette brève analyse. Tout d'abord, certaines régions sont mésestimées. C'est le cas notamment de l'Outaouais. Un autre constat apparaît, c'est que chaque région, à sa manière, contribue à la croissance. La vitesse, comme l'apport de chacune, varie en fonction du paramètre retenu. En prenant les indicateurs un à un, il n'y a pas de région qui affiche des scores négatifs sur plus de deux indices retenus. Rares sont celles qui en comptent deux (Côte-Nord - population et emploi pour la période de 2000 à 2012 et Bas-Saint-Laurent - population 2000 à 2012 et emploi de 2008 à 2012) et elles affichent des résultats largement positifs pour les autres données.

Par ailleurs, il n'y a pas non plus de « championnes toutes catégories » qui dament le pion aux autres. Si l'effervescence touche certaines d'entre elles, leur poids dans le total de l'économie québécoise ne permet pas de dire qu'elles sont les seules à contribuer à la croissance du Québec. À la manière d'un kaléidoscope, le point de vue change selon l'indicateur retenu. Dans le secteur manufacturier, on constate que la périphérie (Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches, Estrie, Centre-du-Québec, Laurentides, Abitibi-Témiscamingue et Saguenay-Lac-Saint-Jean) a gagné davantage que les pôles très urbanisés où la croissance de la population s'est particulièrement illustrée (à l'exception des Laurentides). La vue d'ensemble permet de constater qu'on ne peut poser un jugement sur la base des a priori ni sur l'effervescence d'un secteur d'activité économique donné. L'économie québécoise repose sur ses 17 régions. Les grands pôles peuvent jouer leur rôle grâce à la contribution des autres régions. À titre d'exemple, les centres urbains sont de véritables plateformes pour les exportations. Toutefois, ces derniers ont besoin des autres régions dont proviennent nombre de biens et de services qui y sont produits. Le parcours de la dernière décennie en quelques données permet de revoir certaines idées reçues. Chaque région, quel que soit son poids, a vu certains de ses indicateurs s'améliorer et a pu contribuer, à sa manière, à la croissance de l'ensemble.

Joëlle Noreau
Économiste principale